

DIAPO 1

L'objectif de ce cours à distance est de vous faire **travailler sur l'EDS de SES au lycée**, plus spécifiquement sur le **niveau de première**. Pour contribuer à **éclairer les élèves de seconde sur leurs choix d'EDS**. Et pour permettre aux élèves de première de réviser et d'approfondir certains points.

AUJOURD'HUI l'équipe de SES souhaitait vous proposer un **épisode introductif** pour vous montrer l'intérêt de l'enseignement des Sciences éco et soc.

Pour vous montrer que ces disciplines sont utiles et passionnantes car elles vous permettent de **décrypter l'actualité et de comprendre les grands problèmes du monde contemporain**.

En l'occurrence, nous voulions partir de l'exemple de la crise que nous traversons, déclenchée par l'épidémie de coronavirus.

Cette crise vous a touchés, vous et vos proches, de manière très directe et parfois très douloureuse.

Or elle pose, au-delà des questions de santé publique, de nombreuses **questions d'ordre économique, social et politique** que les SES ont vocation à éclairer et auxquelles elles peuvent apporter des réponses.

Cette crise a **par exemple** des conséquences sur le fonctionnement des entreprises, sur les conditions de travail, sur les échanges internationaux.

Elle met en lumière de manière criante les problèmes liés à l'isolement et à la précarité des personnes les plus vulnérables ou encore les inégalités face à l'école.

Et la manière dont elle est gérée suscite des débats aussi bien au sein de la société civile que dans la classe politique.

Nous n'aurons pas le temps de traiter l'ensemble des questions qu'elle soulève.

Mais l'idée, aujourd'hui, est de vous montrer que **l'enseignement des SES au lycée** vous donne des **clés pour mieux comprendre** ses conséquences économiques et sociales ainsi que la manière dont les pouvoirs publics y font face.

Nous allons commencer par aborder quelques aspects de la **dimension économique** de cette crise, même si bien sûr nous ne pourrons pas être exhaustifs.

Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à quelques **questions sociologiques** qu'elle met de manière particulièrement sensible en évidence.

Et dans un troisième temps, nous verrons en quoi les **sciences politiques nous permettent d'éclairer un certain nombre de mécanismes** à l'œuvre dans la gestion de la crise.

DIAPO 2

1. L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sur le plan économique, un indicateur résume l'impact de cette crise sur l'activité : la baisse du produit intérieur brut (PIB).

Le PIB, comme vous le savez, puisque la notion est étudiée en seconde, correspond à la somme des valeurs ajoutées réalisées par les agents économiques, autrement dit aux richesses produites sur un territoire. Lorsque le PIB augmente, c-à-d. lorsqu'il y a **croissance économique**, la production des biens et services permettant de répondre aux besoins de la population augmente.

Or sur ce point, les estimations sont très sombres.

Au niveau mondial, le **fonds monétaire international** table sur une baisse de 3 % du PIB en 2020. Et l'économiste en chef du FMI a estimé que cette récession sera la pire depuis la Grande Dépression des années 1930.

En France le gouvernement envisage une baisse du PIB de 8% sur l'ensemble de l'année 2020. Pour vous donner un ordre de comparaison, la baisse du PIB avait été de 3 % en 2009 à la suite de la crise financière.

Pourquoi cette récession ?

Elle s'explique d'abord par la **fermeture de nombreux établissements** industriels et commerciaux et des administrations.

Ainsi que par la mise au chômage d'une grande partie de la main d'œuvre.

Ce qui correspond à une **baisse de la quantité de facteur travail** utilisable et donc à une moindre capacité à produire, comme on peut l'évoquer en seconde dans le **chapitre « Comment crée-t-on des richesses et comment les mesure-t-on ? »**, ainsi qu'en terminale où l'on approfondit la question dans le **chapitre « Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique »**.

Donc on assiste une **diminution brutale des capacités d'offre de biens et services.**

DIAPO 3

Grâce à un indicateur appelé « **solde d'opinion** », la banque de France et l'INSEE ont évalué l'impact sur l'**activité** dans les entreprises industrielles et de services depuis le mois de mars, lorsque le confinement a été décidé. Nous n'entrerons pas dans le détail de cet indicateur, mais ce qu'il montre est très révélateur de l'impact de la crise sanitaire :

Il suffit d'un coup d'œil pour constater qu'une grande partie des chefs d'entreprises interrogés déclarent une baisse d'activité, et des prévisions d'activité en baisse. Et ce quelle que soit la branche d'activité.

DIAPO 4

Cet impact sur l'offre de biens et services est aggravé par la **désorganisation du processus productif** et notamment la **désorganisation des « chaînes de valeurs mondiales »**.

Notion que vous aborderez en Terminale dans le chapitre « **Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production** » ?

Un exemple très fréquemment donné pour illustrer cette notion est celui des **smartphones**. Vous savez sans doute que les différents composants sont conçus et fabriqués dans plusieurs pays et assemblés en Chine. La fermeture des usines et le confinement désorganisent donc toutes ces étapes de production.

Or la **Chine joue désormais un rôle majeur** dans cette organisation mondiale de la production.

Les Français s'en sont rendu compte – et ont pris conscience de manière très concrète de leur **dépendance vis-à-vis de l'économie chinoise** avec la pénurie de **masque chirurgicaux et FFP2**.

Mais plus largement quand la production chinoise s'arrête, quand les ports chinois sont à l'arrêt, c'est une grande partie de l'industrie asiatique, européenne et américaine qui ne peut plus fonctionner normalement. Qu'il s'agisse de l'informatique, de l'électronique, de l'automobile, de la chimie.

Juste deux chiffres pour illustrer ce problème et rester dans le domaine de la santé.

La Chine réalise à elle seule 60% de la production mondiale de **paracétamol** dont les entreprises européennes et américaines ont besoin pour mettre au point leurs médicaments.

Plus généralement **80% des principes actifs** pour les médicaments consommés en Europe sont produits en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est.

Donc la crise du Covid a un impact majeur **sur l'offre** de biens et services.

DIAPO 5

Mais la crise a aussi un **impact sur la demande des ménages** d'abord en raison du confinement.

Et cette **baisse de la demande risque de se poursuivre à + long terme**, et de manière particulièrement sévère dans les pays où le chômage n'est pas ou peu indemnisé et donc où il risque d'y avoir une forte baisse du pouvoir d'achat.

DIAPO 6

Crise du Covid, travail et emploi

Cette désorganisation des processus productifs et la baisse de l'activité ont eu des conséquences directes et immédiates sur le travail. Donc sur les salariés et les chefs d'entreprise.

- Tout d'abord, on a assisté à un **recours massif au télétravail**.

Et cette manière de travailler « à distance » conduit à réfléchir aux évolutions de l'organisation du travail, à la transformation des relations entre salariés et entre salariés et employeurs.

Ainsi qu'aux frontières entre les activités qui relèvent du travail et celles qui sont « hors travail »

= des questions qui seront abordées en **terminale dans le chapitre « Quelles mutations du travail et de l'emploi ? »**.

- Mais malgré les ajustements rendus possibles par les nouvelles technologies, cette crise fait craindre **d'importantes difficultés, voire des faillites**, pour les entreprises qui ne pourront pas compenser les pertes d'activité subies pendant la période de confinement.

La **Crainte** est celle d'une **remontée brutale et durable du taux de chômage**.

Alors qu'il était orienté à la baisse depuis 2015 en France et que selon l'INSEE il était passé sous la barre des 8% au quatrième trimestre 2019.

Le chômage est encore un thème que vous aborderez en terminale (**chapitre « comment lutter contre le chômage ? »**). Vous y apprendrez à définir le chômage, à identifier ses causes et à connaître les principales politiques qu'il est possible de mettre en œuvre.

DIAPO 7

Ces conséquences très négatives de la crise sanitaire sur la croissance économique et l'emploi ont conduit les pouvoirs publics à réagir de manière très énergique.

C'est-à-dire à décider de mettre en œuvre des **politiques économiques de relance** au niveau national mais aussi européen.

=> **Les Etats ont prévu une augmentation de leurs dépenses** pour soutenir les entreprises et les ménages.

En France par exemple, le 17 avril, les députés ont voté un budget rectificatif qui a été amendé par le Sénat et adopté le 23 avril par les deux assemblées. Ce budget prévoit une augmentation des dépenses publiques pour soutenir les entreprises, aider les ménages les plus modestes, permettre le versement d'une prime aux soignants ainsi que de nombreuses autres mesures.

DIAPO 8

=> **Les pays membres de l'UE, en accord avec la Commission européenne** ont décidé d'assouplir les « **règles budgétaires** » qu'ils doivent normalement respecter. Un déficit inférieur à 3% du PIB notamment.

Et le 23 avril, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement **ont chargé la CE d'élaborer un plan de sortie de crise**.

=> De son côté la BCE a annoncé des mesures de **politique monétaire non conventionnelle** très énergiques.

Tout cela peut sembler un peu technique et difficile à comprendre, mais sera éclairé par les enseignements de première et de terminale.

En première (chapitre « **comment les agents économiques se financent-ils ?** ») les élèves apprennent ce qu'est un **déficit budgétaire**, comment il est financé, et quels sont les effets sur l'activité économique d'une **politique de relance** par les dépenses publiques.

En première toujours, les **questions monétaires** sont abordées et l'on apprend quel est le rôle d'une **Banque Centrale** et des **politiques monétaires** qu'elle mène (**chapitre « Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ? »**).

Et **en terminale** vous étudierez la question de la **coordination de la politique monétaire et des politiques budgétaires au niveau européen** (**quelles politiques économiques dans le cadre européen ?**).

DIAPO 9

Parmi les mesures prises en France pour éviter des licenciements massifs et une hausse brutale du chômage, on peut citer le **chômage partiel**, qui permet aux salariés des entreprises et des associations d'être indemnisés à hauteur de 70% du salaire brut et 84 % du salaire net. Et les salariés au SMIC seront indemnisés à 100%.

Le 22 avril 2020, 10,2 millions de salariés étaient concernés, soit plus d'un salarié du privé sur 2. Le coût de ce dispositif est partagé entre l'Etat et l'Assurance chômage et il est actuellement estimé à 24 milliards d'euros.

Cet exemple du chômage partiel vous montre que **face à des risques comme le chômage, un certain nombre de dispositifs existent** en France (et dans d'autres pays), pour protéger ceux qui y sont exposés. Et cette **protection est d'autant plus importante que le contrat de travail est stable**.

DIAPO 10

Car le chômage, comme la maladie ou la vieillesse est considéré comme un « **risque social** ». Et à ce titre, il est **couvert par un système d'assurances sociales obligatoires**, qui s'est progressivement construit en France depuis le début du XXe siècle. Avec plusieurs étapes majeures.

Notamment la mise en place du régime général de la sécurité sociale en 1945. Et d'un système d'indemnisation du chômage en 1958

=> questions traitées en première dans le **chapitre intitulé « Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques ? »**.

Le système de protection sociale repose sur un ensemble d'institutions qui organisent la solidarité entre les membres de la société.

Cette solidarité, qui contribue à renforcer le lien social (notion dont nous allons reparler dans quelques instants) **est consolidée par d'autres dispositifs que le système de sécurité sociale *stricto sensu***, comme par exemple le versement de **minima sociaux** à ceux et celles qui n'ont jamais ou pas suffisamment travaillé pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite ou d'allocations chômage.

A ce propos, vous avez peut-être entendu que le **Premier ministre a annoncé le 15 avril** que les **bénéficiaires du RSA**, qui est un minimum social, toucheraient une **aide exceptionnelle** de 150 euros.

Cette mesure peut être comprise comme un geste de solidarité envers les plus démunis, donc elle a un aspect social.

Mais aussi comme une mesure économique pour soutenir la consommation.

Vous pouvez voir dans cet exemple **l'interconnexion des aspects économiques et sociaux** que nous mettons souvent en évidence en SES et notamment dans les **chapitres que nous qualifions justement, à dessein, de « regards croisés »**, parce qu'ils **croisent les apports des sciences économiques avec ceux de la sociologie ou des sciences politiques**.

DIAPO 11

L'impact de la crise du COVID sur les marchés

=> La réaction énergique des pouvoirs publics était d'autant plus nécessaire que les **marchés financiers ont réagi de manière très brutale** aux conséquences économiques de la crise. Et que l'on craignait qu'une crise financière vienne s'ajouter à la crise sanitaire.

Les marchés financiers sont les marchés où s'échangent les actifs financiers (comme les actions et les obligations) qui sont émis par les entreprises et les Etats pour se financer et qui sont achetés et revendus par des investisseurs qui souhaitent placer des fonds.

Ces questions sont vues en **première dans le chapitre « comment les agents se financent-ils ? »**.

Vous avez là l'exemple de l'évolution du CAC 40 ie du principal indice boursier de la Bourse de Paris entre le 24 janvier et le 24 avril. Cet indice retrace l'évolution du cours des actions des plus grandes sociétés françaises (LVMH, l'Oréal, Sanofi, Total, Danone)... On voit bien une chute du cours des actions depuis le 19 février jusqu'au 18 mars.

Pourquoi les cours des actions prises en compte dans l'indice CAC 40
(mais cela était vrai aussi pour d'autres indices boursiers dans le monde)
se sont-ils mis à baisser ?

DIAPO 12

En seconde et en première dans les chapitres **« Comment se forment les prix sur un marché ? »** et **« comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ? »**, les élèves voient que les économistes peuvent l'expliquer de manière très simple.

Les économistes ont l'habitude de représenter schématiquement les marchés de la manière suivante :

Avec une courbe d'offre est croissante : plus le prix est élevé, plus les offreurs de biens, de services ou d'actifs financiers comme les actions ou les obligations sont disposés à vendre des quantités importantes.

La courbe de demande est décroissante car on suppose que plus le prix est élevé moins les demandeurs souhaitent acheter.

Et l'échange effectif se fait pour une quantité et un prix qui correspondent à la « rencontre » de l'offre et de la demande pour cet actif ie à l'**équilibre** entre O et D.

Donc si on imagine que ce marché est un marché d'actions, la quantité échangée d'actions correspondrait à Q1 et le prix à P1.

DIAPO 13

Mais face à l'anticipation des difficultés subies par les entreprises en raison de la crise dont nous avons parlé tout à l'heure, les investisseurs, qui craignent une baisse des profits et donc une baisse de leurs dividendes, se mettent à davantage vendre d'actions qu'à en acheter.

La courbe d'offre se déplace vers la droite, ce qui veut dire que pour n'importe quel niveau de prix, la quantité offerte est désormais plus importante...

Mais la courbe de demande, elle, se déplace elle vers la gauche, ce qui signifie que pour n'importe quel niveau de prix, la demande est désormais plus faible. Et le prix des actions ie leur cours se met à chuter.

Et cela peut se poursuivre presque indéfiniment, jusqu'à ce que les actions ne valent plus rien.

Car dans ces fluctuations de cours, des **comportements spéculatifs et mimétiques** entrent en jeu.

Quand les agents intervenant sur les marchés se mettent à vendre des titres en masse, ils enclenchent une **baisse des cours qui s'auto-entretient**.

En effet, **lorsque les prix baissent les détenteurs de titres veulent vendre avant qu'ils ne baissent trop**

Mais du coup l'offre de titres devient abondante... et les prix baissent encore, entraînant de nouvelles ventes....

Les acteurs s'imitent les uns les autres, et accélèrent l'effondrement des cours.

On observe alors ce que les économistes appellent une « **prophétie auto-réalisatrice** » (les prix baissent parce que les acteurs pensent qu'ils vont baisser et donc vendent).

Ces mécanismes seront étudiés en terminale ([chapitre « Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier »](#))

DIAPO 14

La volonté de couper court à ces phénomènes explique la **réaction très énergique des autorités européennes**

Qui ont annoncé dans le courant du mois de mars qu'elles **feraient tout ce qui est nécessaire pour limiter l'impact** de la crise.

Ces décisions ont, du moins pour le moment, « calmé » les marchés d'action et les marchés obligataires.

On observe ainsi une remontée et une certaine stabilisation des cours du CAC 40 à partir du 18 mars.

DIAPO 15 Couper si manque de temps

Les mécanismes que nous venons d'évoquer permettent de comprendre les conséquences de la crise du Covid sur **d'autres marchés, notamment celui du pétrole**, qui a été l'un des premiers touchés par la réduction de l'activité des entreprises.

On observe, vous le voyez, une chute des cours du baril dès la fin janvier après le début du confinement en Chine. Et une chute plus brutale encore à partir de début mars.

Le prix du baril de pétrole américain est même devenu négatif le 20 avril pdt quelques heures. Comment est-ce possible? Eh bien le travail que l'on fait en 1ère sur les coûts -et stocker du pétrole a un coût - permet de le comprendre. Les vendeurs ont payé les acheteurs pour se débarrasser de leurs stocks.

Le marché du pétrole pourrait être choisi comme ex pour illustrer la notion d'oligopole, ie un marché où l'offre est contrôlée par un pt nb de producteurs. Dans le chapitre « [comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?](#) », on étudie quelles stratégies les producteurs peuvent élaborer sur ce type de marché

DIAPO 16

=> Pour terminer cette première partie consacrée aux conséquences économiques de l'épidémie, une petite note d'optimisme.

Dans le chapitre de première « Quelles sont les principales défaillances du marché », les élèves ont vu que la **pollution** est ce que les économistes appellent une **externalité négative**, c'est-à-dire une conséquence négative de l'activité de certains agents économiques sur d'autres agents économiques.

Cette notion complète ce qui est vu en seconde sur les principales limites de la croissance, et notamment ses conséquences négatives sur l'environnement dans le chapitre « Comment crée-t-on des richesses et comment les mesure-t-on ? ».

La mise à l'arrêt d'une partie des usines et la réduction des transports a conduit à une forte diminution des rejets de polluants dans l'atmosphère comme le dioxyde d'azote et les particules fines qui ont des conséquences néfastes sur la santé.

C'est ce que montrent très clairement les photos des satellites de surveillance de la pollution de la NASA et de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour la Chine (ici), mais aussi d'autres pays.

Et on peut supposer que la baisse de l'activité économique a **également réduit les émissions d'autres polluants**, et notamment des **GES** responsables du réchauffement climatique.

Les problèmes écologiques, économiques, sociaux et politiques que pose le changement climatique sont **abordés en seconde, et la réflexion est approfondie en terminale** dans le chapitre sur les **sources et défis de la croissance** et dans celui consacré à **l'action publique pour l'environnement**.

Passons maintenant à la deuxième partie de notre réflexion qui renvoie à des questions plus sociologiques.

DIAPO 17

=> Car la crise du Covid-19 nous conduit aussi à nous interroger sur la manière dont les liens sociaux peuvent être entretenus dans un contexte de confinement.

Et elle fait ressortir l'actualité d'au moins deux questions posées dans le chapitre de première « Comment se construisent et évoluent les liens sociaux ? ».

=> Peut-on parler d'un **affaiblissement du lien social** dans les sociétés contemporaines ?

=> Comment les nouvelles **sociabilités numériques** contribuent-elles à l'entretien du lien social ?

Une vulnérabilité particulière des personnes isolées

=> Ce que la crise nous apprend, c'est que le confinement renforce le **risque d'isolement des personnes dont le réseau social est le plus fragile**. Et ce risque est loin d'être négligeable.

Pour vous donner une **idée de l'importance du phénomène, quelques chiffres** :

=> En 2014 La Fondation de France avait publié un rapport intitulé "Les solitudes en France" qui estimait à **cinq millions le nombre de personnes** souffrant de solitude

Car elles n'avaient pas ou peu de relations sociales au sein des **cinq réseaux de sociabilité** identifiés dans l'étude, à savoir le réseau familial, professionnel, amical, de voisinage et affinitaire = associations, clubs etc.

=> En 2017, c'est l'association « les petits frères des pauvres » qui a attiré l'attention sur la **vulnérabilité particulière des personnes âgées** à l'isolement en commandant une étude à l'institut de sondage CSA.

On voit que selon cette étude, **plus d'1 personne de 60 ans et + sur 5 n'a pas ou peu de contacts avec sa famille, Près de 30% n'a pas de réseau amical solide, et une forte majorité n'est pas non plus insérée dans un cercle associatif.**

DIAPO 18

Des initiatives pour maintenir le lien social

Toutes les connaissances sur ces questions, qui ont été produites par les études statistiques et sociologiques, couplées bien sûr au travail de terrain des associations ont certainement contribué à alerter sur la nécessité d'apporter une aide aux personnes vulnérables.

=> **Certaines initiatives sont d'origine gouvernementale** (c.f. plateforme « je veux aider »).

=> **D'autres**, très nombreuses, **sont portées par des associations.**

Qui peuvent compter sur le soutien d'un vaste réseau d'adhérents et de bénévoles, puisqu'aujourd'hui environ 40% des Français de 16 ans et + adhèrent à une association.

=>C.f. **Croix Rouge/Samu social** = associations spécialisées dans **l'action sociale et caritative.**

Alors, évidemment, **adhérer à une association, ce n'est pas la même chose que s'engager dans une pratique militante**

=> Vous reviendrez sur ces questions en classe de terminale dans le **chapitre « Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ».**

DIAPO 19

Est-ce que dans ce contexte, les nouvelles technologies peuvent aider ?

Entre entretien du lien social...

=> Elles ont très certainement permis à une grande partie d'entre nous de maintenir le lien avec ses **proches**, mais aussi avec **l'entreprise** ou avec **l'école** grâce au télétravail, aux vidéoconférences, à l'utilisation des réseaux comme whatsapp, snapchat pour l'envoi de messages, de vidéos etc ; .

... et fracture numérique

Mais le niveau d'équipement et la familiarité avec ces technologies sont très inégaux.

C'est ce que montre une **publication récente de l'INSEE.**

Selon l'âge, le niveau de qualification, ou encore le niveau de vie, la capacité à **accéder** et à **maîtriser** ces technologie varie très fortement.

- Vous voyez par exemple que **parmi les 20% des ménages les plus modestes (1^{er} quintile), la proportion de ceux qui ne sont pas équipés d'internet** est près de 5 fois supérieure à celle des 20% des ménages les plus aisés (5^{ème} quintile).

- Vous voyez aussi que la **proportion des personnes de 75 ans et + qui n'ont pas utilisé internet** au cours de l'année est **23 fois plus importante** que celle des **15-44 ans.**

- Vous voyez enfin que le **pourcentage de personnes sans diplôme** qui ne savent pas utiliser les outils numériques (**l'INSEE parle d' « illettrisme »** par analogie avec l'illettrisme) est **plus de 12 fois supérieur** à celui des diplômés de l'enseignement supérieur.

C'est pour cela qu'on parle de **fracture numérique.**

Face à toutes les difficultés sociales, économiques, et bien sûr sanitaires que pose cette épidémie, les **choix faits par le pouvoir exécutif** et la **manière dont ils sont communiqués** aux Français sont observés de manière très attentive par les médias.

Et entraînent parfois des débats politiques très vifs.

Les chapitres de SES consacrés aux sciences politiques en seconde, première et terminale nous permettent de mieux décrypter tout cela.

=> Nous passons donc à la troisième et dernière partie de notre réflexion

DIAPO 20

=> **commençons par la gestion de la crise par le pouvoir exécutif**

Prenons l'exemple des **annonces faites par le président de la République et le Premier ministre** concernant les mesures prises par le gouvernement.

Le Président de la République s'est adressé directement aux Français les **12, 16 et 25 mars** et le **13 avril.**

Le 27 mars, c'est le **Premier ministre** Edouard Philippe qui a annoncé le prolongement du confinement à l'issue d'une séance du conseil des ministres.

Vous avez pu vous demander à cette occasion **quel était le rôle respectif** de l'un et de l'autre, autrement dit quels sont les **rôles respectifs du chef de l'Etat et du chef du gouvernement**.

Ce sont des questions qui sont désormais abordées en seconde dans le chapitre « **Comment s'organise la vie politique ?** ».

On y voit notamment que la **Constitution de la V^e République accorde de très importants pouvoirs au Président, mais que le Premier ministre est le chef du gouvernement**, gouvernement qui est chargé de conduire la politique de la nation.

En cas de cohabitation entre un premier ministre et un président de la république de tendances politiques opposées, comme cela s'est produit 3 fois sous la Ve République, **c'est alors le PM qui reprend la tête de l'exécutif**.

Ce qui est désormais peu probable en raison de l'instauration du quinquennat qui fait coïncider la durée du mandat du président et celle des députés.

On voit donc aussi dans ce chapitre que la capacité du Président à orienter l'action du gouvernement dépend de la couleur politique de la majorité à l'assemblée nationale, où en l'occurrence actuellement, le Président dispose du soutien de la majorité des députés LREM.

DIAPO 21

=> Intéressons-nous maintenant aux **réactions suscitées par l'allocution du chef de l'Etat** le 13 avril.

Ces réactions ont été évaluées dans un sondage réalisé par l'institut Odoxa auprès d'un échantillon de 961 personnes.

Vous voyez que **l'institut de sondage précise la taille de l'échantillon** (ie nombre de personnes interrogées) ainsi que la manière dont il a été constitué.

L'histoire de l'utilisation des sondages, qui ont été popularisés aux Etats-Unis au début du XXe siècle et qui sont aujourd'hui très fréquemment utilisés ainsi que les **conditions méthodologiques qui sont nécessaires pour leur donner une certaine fiabilité** sont étudiées en première dans le chapitre « **Comment se forme et s'exprime l'opinion publique ?** »

DIAPO 22

Ce sondage donne un certain nombre de résultats sur le jugement porté sur l'action du Président et du gouvernement.

Pour classer les réponses à la question posée dans cette diapositive, les enquêtés ont été répartis en fonction de leur **proximité partisane**, c'est-à-dire de leur sympathie à l'égard de tel ou tel parti politique.

En seconde, vous avez vu, ou vous allez voir, toujours dans le chapitre « **Comment s'organise la vie politique ?** », quels sont les principaux acteurs de la vie politique, et parmi eux, les **partis politiques**.

En première, dans le chapitre « **Voter, une affaire individuelle ou collective ?** », les élèves s'intéressent aux liens entre les valeurs intériorisées au cours du processus de socialisation et la proximité avec un parti ou une tendance politique plutôt qu'une autre.

Ces points vus en cours vous donnent des clés pour interpréter les résultats que nous avons ici, où l'on observe clairement des **réactions différenciées à l'action publique selon que les enquêtés se sentent politiquement proche de la majorité ou de l'opposition**.

Moins d'un quart des sympathisants de LREM estiment que l'exécutif n'en fait pas assez contre + de 70% des sympathisants de la FI et du RN, partis qui appartiennent à l'opposition.

Et vous voyez que **les proportions s'inversent sur le jugement « ni trop, ni pas assez » autrement dit sur l'opinion que l'exécutif fait ce qu'il faut**.

DIAPO 23

Un autre résultat du sondage peut vous conduire à vous **interroger sur l'influence des sondages sur la communication politique et la prise de décision publique**.

C'est une question qui est plus particulièrement traitée dans le chapitre de première « **Comment se forme et s'exprime l'opinion publique** », lorsque les élèves sont invités à réfléchir à la notion de « **démocratie d'opinion** ».

On peut en effet se demander dans quelle mesure les responsables politiques - qui sont élus ou nommés à l'issue d'une élection – sont influencés par les variations de l'opinion publique, qui sont saisies par les sondages.

Est-ce qu'ils vont continuer sur la même ligne, lorsque les sondages révèlent un mécontentement de l'opinion, quitte à aller à l'encontre de ce que semblent souhaiter les électeurs ? Ou bien vont-ils modifier leur stratégie ?

Là, cet historique retrace les variations de l'opinion face à l'action et à la communication de l'exécutif depuis la crise des gilets jaunes jusqu'à la gestion de la crise du Covid.

Et on peut se demander **dans quelle mesure ces variations de l'opinion publique peuvent influencer le pouvoir politique dans sa prise de décision**, ou du moins dans la manière dont il communique sur ses décisions.

CL

J'espère que ce survol des aspects économiques, sociologiques et politiques de la crise du Covid-19 vous aura donné envie d'approfondir le sujet....

Et de préparer des questions que vous pourrez poser à votre professeur de SES lorsque vous rentrerez « pour de bon ».

D'ici là, l'équipe de SES prépare pour vous d'autres séquences, plus précisément centrées sur le programme de première.